Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Les manifestants s'opposent à la procédure d'extradition américaine contre Julian Assange

Par Robert Stevens
Mondialisation.ca, 05 mai 2019
wsws.org 3 mai 2019

Région : États-Unis, L'Europe
Thème: Loi et Justice

Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, s'est fermement opposé hier à la tentative du gouvernement américain de l'extrader du Royaume-Uni, comparaissant devant le tribunal Westminster Magistrates Court à Londres par liaison vidéo depuis la prison de Belmarsh.

Assange a déclaré à la salle d'audience: «Je ne souhaite pas me livrer pour extradition pour un journalisme qui a remporté de nombreux prix et a protégé de nombreuses personnes.»

Le juge Michael Snow a rétorqué avec arrogance: «Je considérerai cela comme un refus».

À l'extérieur, plus de 100 personnes ont organisé une manifestation animée. Parmi eux figuraient des sympathisants du Comité de défense Julian Assange, qui a assuré une veille devant l'ambassade d'Équateur à Londres, pendant sept ans, ainsi que des membres et des sympathisants du Parti de l'égalité socialiste et du International Youth and Students for Social Equality (Internationale des Jeunes et Étudiants pour l'égalité sociale).

Quelques manifestants soutenant Assange devant le tribunal

La veille, lors d'un procès spectacle au tribunal de Southwark, Assange avait été condamnée à 50 semaines de prison, soit à peine deux semaines en moins de la peine maximale prévue, pour violation des conditions de la mise en liberté sous caution. Son crime supposé était de demander l'asile politique à l'ambassade d'Équateur il y a sept ans afin d'éviter une extradition vers les États-Unis

Assange est détenu à la prison de Belmarsh, surnommé le «Guantanamo britannique»,

depuis son arrestation de force illégale et son arrestation à l'ambassade d'Équateur le 11 avril.

Il y a à peine trois semaines, le juge Snow a notoirement attaqué Assange en le qualifiant de «narcissique» lors de sa condamnation d'une violation des conditions de liberté sous caution immédiatement après son arrestation. Alors qu'Assange craignait légitimement pour sa vie, suite aux déclarations de hauts responsables politiques américains qu'ils étaient favorables à son exécution, Snow déclara froidement qu'Assange devrait «se rendre aux États-Unis» et «continuer sa vie.»

Hier, Snow a déclaré que «le processus d'extradition prendra plusieurs mois». Dans une tentative de minimiser l'ampleur des efforts pour faire extrader Assange, il a ajouté: «Il y aura une autre audience de procédure le 30 mai, où je m'attends à ce qu'il se passe encore moins de chose.»

Une audience plus substantielle aurait lieu le 12 juin, date à laquelle les États-Unis doivent fournir aux tribunaux britanniques tous les documents nécessaires à l'extradition d'Assange.

Le gouvernement conservateur britannique et le pouvoir judiciaire font tout ce qui est en leur pouvoir pour faciliter l'extradition d'un journaliste héroïque qui a été reconnu coupable uniquement d'une infraction liée à sa liberté sous caution.

L'audience d'hier n'a durée que 10 minutes. Ben Brandon, avocat du gouvernement américain, a révélé pourquoi Washington jugeait impératif l'extradition d'Assange. Il a affirmé qu'Assange avait aidé la lanceuse d'alerte américaine Chelsea Manning à accéder à un code permettant d'accéder à une «grande quantité de documents secrets» qu'elle a ensuite transmise à WikiLeaks.

Manifestants bloquent la rue devant le tribunal

Brandon a indiqué que ces informations incluaient environ 90.000 rapports de guerre afghans, 400.000 rapports de guerre irakiens, 800 évaluations de détenus de Guantanamo Bay et 250.000 câbles du Département d'État américain. Il a allégué qu'Assange avait «activement essayé de déchiffrer le mot de passe (de l'ordinateur contenant les documents confidentiels) et avait encouragé Manning à fournir plus d'informations.»

Manning est également en prison après avoir été arrêtée le 8 mars. Une cour d'appel fédérale américaine a rejeté le 22 avril sa demande de libération sous caution. Le tribunal a

confirmé une ordonnance pour outrage au tribunal à l'encontre de Manning pour avoir refusé de témoigner devant un grand jury habilité à porter des accusations contre Assange.

Afin d'accélérer le coup monté contre Assange, tout est mis en œuvre pour exclure les critiques du public des actes criminels commis par les institutions politiques et judiciaires britanniques.

L'audience d'hier s'est déroulée devant la minuscule cour 3 de Westminster. Des dizaines de sympathisants d'Assange et d'autres membres du public, certains faisant la queue pendant des heures, se sont vu refuser l'entrée. Seuls les médias officiels ont eu accès à la procédure. Les gens ont essayé de prendre des photos et des vidéos des autres personnes à qui l'entrée était refusée, mais ils ont été invités à supprimer immédiatement les fichiers.

Lorsque des personnes ont demandé à connaître le traitement réservé à Assange, un fonctionnaire de la justice leur a déclaré: «Vous pouvez le découvrir grâce aux médias qui se trouvent à l'intérieur.» La salle d'audience était si petite pour un procès du plus important prisonnier politique sur la planète, que même certains de ceux qui y ont été autorisés à entrer ont été contraints de rester debout ou assis par terre.

Emmy Butlin, du Comité de la défense de Julian Assange, faisait partie de ceux qui ont tenté d'entrer dans la salle d'audience. Elle a déclaré aux manifestants à l'extérieur: «De plus en plus, cela semble être un procédure secrète devant un tribunal secret. Nous devons résister!»

Le renvoi d'Assange aux États-Unis est essentiel pour les plans des grandes puissances impérialistes de faire taire WikiLeaks pour sa révélation dévastatrice de leurs innombrables crimes de guerre et attaques contre les droits démocratiques de la population mondiale.

Parmi les manifestants qui se trouvaient à l'extérieur, il y avait des dizaines de manifestants Gilets jaunes venus de différentes villes de France après avoir participé la veille aux rassemblements du 1er mai à Paris et ailleurs.

Un manifestant Gilet-Jaune tenant une pancarte sur laquelle figure Seule La Lutte Paie

Outre les travailleurs et les jeunes britanniques, d'autres sont venus du Danemark et d'Espagne par avion pour manifester leur soutien. La gratitude ressentie par des millions de personnes pour le travail courageux d'Assange et de WikiLeaks était évidente à travers le rassemblement international qui scandait des slogans en anglais, en français et en

espagnol.

Parmi ceux-ci, citons «Thank you WikiLeaks», «Merci WikiLeaks», «Gracias WikiLeaks», «Liberté, Julian Assange», «Il n'y a qu'une décision, pas d'extradition!», «Liberté d'expression, Libérez Assange» et «US, UK, ne touchez pas à Assange! "Parmi les chants les plus puissants figurait l'appel suivant: «Peuple américain – Défendez Julian Assange».

Après l'audience, les manifestants ont occupé pendant une courte période la rue très fréquentée de Marylebone Road, juste devant le tribunal.

S'adressant aux médias après l'audience, le rédacteur en chef de WikiLeaks, Kristinn Hrafnsson, a déclaré: «La lutte ne fait que commencer. Ce sera long et difficile.» Assange était détenu dans des conditions «épouvantables» à la prison de Belmarsh, confiné dans sa cellule 23 heures par jour, dans «ce que nous qualifions dans l'ensemble d'isolement».

Kristinn Hrafnsson (centre) se confie aux médias devant le tribunal

Hrafnsson a déclaré au *World Socialist Web Site*: «Aujourd'hui, le gouvernement des États-Unis a jusqu'à la fin du mois pour fournir des informations supplémentaires. Nous saurons donc quelles cartes ils vont mettre sur la table en plus de l'allégation ridicule découlant des documents déjà présentés.

«Je dis ridicule parce que les accusations portées par les États-Unis sont une description de l'activité journalistique normale. Même si le ministère américain de la Justice a plaqué le mot piratage sur son communiqué de presse, aucun piratage n'a été fait. Il est absurde que lors de la Journée mondiale de la liberté de la presse demain, nous devrions supporter le fait que Julian Assange soit accroupi dans la prison de Belmarsh.

«Aujourd'hui, au Royaume-Uni, tous les gros titres font état du congédiement du [secrétaire à la Défense] Gavin Williamson pour fuite. Il y a beaucoup de discussions pour savoir s'il est responsable d'avoir divulgué des documents secrets, quel était son motif, etc. Cela ne me regarde pas. Mais ce que l'on a trouvé frappant aujourd'hui, c'est qu'il n'y avait aucune mise en doute du droit fondamental du *Daily Telegraph* de publier ces informations.

«Personne ne doute de cela. Personne ne doute de la validité d'une organisation de médias publiant des informations, même si des personnes peuvent s'interroger sur le motif de la personne qui était la source des fuites. Pourquoi les gens n'exigent-ils pas que le rédacteur en chef du *Daily Telegraph* rejoigne Julian Assange à Belmarsh?»

Concernant l'impact de la détention arbitraire continue d'Assange sur le travail de

WikiLeaks, Hrafnsson a déclaré: «Notre principal objectif de nos jours est bien sûr la lutte pour la liberté de notre éditeur, mais le travail continuera.»

Jennifer Robinson, membre de l'équipe juridique d'Assange, a lancé un nouvel appel au gouvernement australien pour qu'il intervienne dans cette affaire afin de protéger le citoyen australien. «Ce que nous aimerions voir, ce sont des actions aux niveaux politiques supérieurs et la protection diplomatique exercée à l'égard de Julian Assange», a-t-elle déclaré à l'AAP.

«Nous demandons au gouvernement australien depuis 2010 d'obtenir des garanties pour le protéger de l'extradition vers les États-Unis, le problème qu'il rencontre en ce moment et nous aimerions que le gouvernement australien s'occupe de son cas.»

La libération d'Assange et de Manning doit être obtenue par un mouvement de masse de travailleurs et de jeunes au niveau international. Des manifestations doivent être organisées dans le monde entier par toutes les personnes concernées par la défense des droits démocratiques fondamentaux.

Robert Stevens

Article paru en anglais, WSWS, le 3 mai 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Robert Stevens, wsws.org, 2019

Articles Par : Robert Stevens

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca